



PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Evry, le 4 mai 2016

Unité territoriale de l'Essonne

INSTALLATIONS CLASSÉES

Affaire suivie par : Pascal RIOLAND
pascal.rioland@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01.60.76.34.38 - Fax : 01.60.76.34.88
Référence : D2016-
N°Helios :

Objet :
Rapport de la visite d'inspection du 06-04-2016

Affaire : Visite d'inspection du 06-04-2016
Code Établissement : 65-3970
T:\SPRN-II\UITEE91\Corbeil Essonne\IMPRIMERIE HELIO
CORBEIL_653970\08_RVAT\2016_Inspection 6 avril
2016\Imprimerie Helio Corbeil_2016-04-XX_Rapport.odt

Exploitant concerné :
Imprimerie Helio Corbeil

PJ : Fiches d'inspection (5 fiches)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	Imprimerie Helio Corbeil
Adresse	4 boulevard Créte à Corbeil-Essonne.
Activité	Imprimerie
Régime	A
Nombre de salariés	92

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	06/04/16
Type d'inspection	Approfondie / programmée
Date de l'inspection précédente	06/08/15
Inspection dans le cadre d'une action nationale	/
Identité et qualité des personnes rencontrées	Bruno ARASA – PDG Sophie DUEZ - HSE M.LAVIELLE – Responsable service automatisme.
Identité et qualité de l'équipe d'inspection	Sophie PIERRET - Inspecteur de l'environnement et adjointe au chef de l'unité territoriale Pascal RIOLAND- Inspecteur de environnement

Le présent rapport fait état de l'analyse et des constats effectués lors de la visite d'inspection du 06-04-2016 de l'établissement IMPRIMERIE HELIO CORBEIL situé sur le territoire de la commune de CORBEIL-ESSONNES.



Certificat FR015650-2
Champ de certification disponible sur :
www.drees.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

– Historique et situation économique

Les origines de l'imprimerie remontent à 1830.

En 1979, l'imprimerie qui appartient au groupe Hachette devient l'imprimerie Helio Corbeil et se spécialise dans l'héliogravure en se dotant de 4 rotatives.

En 2001, l'imprimerie Helio Corbeil est reprise par le groupe canadien Quebecor World.

En 2006, le site fait l'objet d'une restructuration qui conduit à l'arrêt de 2 rotatives.

En 2008, Hélio Corbeil est repris par le groupe d'investisseurs hollandais Circle Printers.

En 2011, un ultime redressement judiciaire menaçant de fermer définitivement l'imprimerie, les salariés décident de fonder leur propre coopérative.

Le 7 février 2012 l'installation devient une Société Coopérative et Participative (SCOP), détenue à 51% par ses salariés, sous le nom de *Imprimerie Helio Corbeil*.

L'établissement compte 92 salariés. Une baisse du volume d'impression chronique d'environ 3% est enregistrée annuellement depuis 2012.

– Activité principale et chiffre(s)-clé(s)

La société Imprimerie Helio Corbeil est spécialisée dans l'impression de magazines (TV Magazine, Télé Star et Télé 7 jours sont les 3 clients actuels de l'imprimerie).

Aucun incident à déclarer.

Tonnages annuels en imprimés : environ 45 000 t/an.

– Horaires et fonctionnement

Du lundi au vendredi, fonctionnement 24h/24 en 3/8.

Le samedi, fonctionnement de 6h à 18h.

Le dimanche, fonctionnement de 18h à 6h.

– Situation administrative :

L'installation est soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010.PREF.DRCL/284 délivré le 16 juillet 2010 à la société Helio Corbeil.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2010.PREF.DC12/BE 0013 du 30 juin 2010 porte imposition de prescriptions complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

Suite aux modifications de la nomenclature et au courrier de positionnement de l'exploitant du 10/10/2012, une mise à jour de la situation administrative et des prescriptions complémentaires a été actée par arrêté préfectoral complémentaire n°2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/225 du 24 mai 2013.

Suite aux courriers de positionnement de l'exploitant du 07 août 2013 et du 17 septembre 2013, une nouvelle mise à jour du classement de l'établissement a été actée par lettre préfectorale du 22 novembre 2013.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL 269 du 16 avril 2015 porte imposition de prescriptions complémentaires relatives à la pollution des sols et eaux souterraines au droit du site.

La situation administrative de l'installation est la suivante :

Libellés des rubriques avec seuils	Désignation des installations	Rubrique	Régime
Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an.	Impression à l'aide d'encre à base de toluène (3500 kg/jour)	3670	A

Libellés des rubriques avec seuils	Désignation des installations	Rubrique	Régime
Emploi ou stockage de substances très toxiques	Acide chromique : 2700 kg	1111-2b	A
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique par héliogravure	Quantité totale de produits consommée pour revêtir le support : 3500 kgfj	2450-2a	A
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	- Fontaine de dégraissage : 50 l de solvant (Safety Clean) - Machine à laver les cylindres : 6000 l de toluène	2564-1	A
Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique, le procédé utilisant des liquides (sans mise en œuvre de Cd)	- Atelier de galvanoplastie : 21 230 l	2565-2a	A
Installations de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel ou du fioul domestique	- Chaudière mixte Alsthom (GN+FOD en secours) : 9475 kW - Autres installations ne rentrant pas dans le décompte de la 2910: Chaudière Socomas de secours (GN) : 11 200 kW Pompe sprinkler (FOD) : 68 kW	2910-A2	DC
Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés, visés par le règlement (CE) n° 842/2006, ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone, visées par le règlement (CE) n° 1005/2009	Bât. G : 250 kg de R22 + 100 kg de R134 Bât. S : 500 kg de R134 Bât. R : 160 kg de R22	1185-2a	DC
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	<u>1ère catégorie :</u> 200 m³ de toluène et 166 m³ d'encre/ vernis en cuves double peau enfouies 750 l d'autres produits en récipients mobiles <u>2ème catégorie :</u> 30 m³ de FOD cuve simple peau en fosse 1760 l d'autres produits en récipients mobiles Capacité totale équiv. : 76 m³	1432-2b	DC
Installation d'emploi de liquides inflammables	- Unités de récupération de solvant: 5 t max de toluène - Machine à laver les cylindres: 1,3 t max de toluène	1433-Bb	DC
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Installation de dépotage encres/toluène. Débit max total des pompes de chargement: 15 m³/h	1434-1b	DC
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues.	Quantité max susceptible d'être présente: Bât. B: bobines 4000 m³ Bât. N: -palettes (produits finis) 1250 m³ -palettes bois 300 m³ Cours ext. : déchet papier 300 m³	1530-3	D
Travail mécanique des métaux et alliages	Puissance installée des machines de polissage et de gravure des cylindres: 3 polisseuses: 12 kW *3 1 polishmaster: 16 kW 4 bancs gravure: 9 kW *4 Puissance totale de 88 kW	2560-2	D
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas de type "circuit primaire fermé"	1 tour de 1500 kW	2921-1b	D

A (Autorisation) - AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) - E (Enregistrement) - D (Déclaration) - DC (Déclaration soumis à contrôle périodique) - NC (Non Classé)

2 DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

L'inspection a été menée sur les points suivants :

- Situation administrative de l'établissement par rapport aux arrêtés préfectoraux ci-dessus référencés,
- Point sur les nouvelles rubriques 4XXX et la réglementation REACH,
- Avancement des projets évoqués lors de la dernière visite d'inspection (déménagement des installations, diversification des activités, installation d'une nouvelle rotative, etc),
- Examen des suites données à la visite d'inspection du 6 août 2015 et à la lettre préfectorale du 14 septembre 2015,
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique,
- prescriptions relatives à l'autosurveillance des rejets aqueux et à l'implantation d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie,
- Suivi et gestion des pollutions des sols et de la nappe.

L'inspection a débuté en salle par des contrôles documentaires avec Mme DUEZ, HSE, par un point sur les projets de la société en présence de Mr ARASA, PDG. Elle s'est poursuivie sur site, avec la visite de l'imprimerie.

3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES¹

L'inspection du 06/04/2016 a permis de relever plusieurs écarts. Ceux-ci sont détaillés dans les fiches d'inspection jointes au présent rapport et récapitulés dans les tableaux ci-dessous. Les actions correctives à mettre en place par l'exploitant sont également récapitulées dans les tableaux ci-dessous.

3.1 Non-conformités notables

	Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
Non-conformités notables	Le PGS 2015 indique un pourcentage d'émissions diffuses, par rapport à la consommation totale, de 10,6 % au lieu des 7% prescrits.	NCN 1 : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les actions correctives pour respecter le flux annuel des émissions diffuses qui ne doit pas dépasser 7 % de la quantité de solvants utilisée, conformément à l'article 3.2.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/07/2010.	2
	L'exploitant n'a pas entrepris les travaux de construction d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.	NCN 2 : Il est demandé à l'exploitant de redéfinir les besoins en rétention des eaux d'extinction au regard des modifications apportées aux installations depuis les dernières années, notamment la désaffectation de plusieurs bâtiments. L'exploitant devra ensuite réaliser une étude techno-économique pour implanter un bassin de confinement ou tout équipement de rétention, en cohérence avec le volume de confinement qui aura été redéfini. Le SDIS devra être sollicité pour avis.	2
	L'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention n'ont pas été réalisées par un organisme compétent à l'issue de l'étude technique conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.	NCN 3 : L'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention doivent être réalisées par un organisme compétent conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.	4

¹ Qualification des constats :

- Remarque : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- Non-conformité : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- Non-conformité notable : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
Les déficiences relevées dans le rapport de contrôle du système d'extinction automatique d'incendie n'ont pas été levées conformément à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010.	NCN 4 : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les actions correctives afin de lever les déficiences relevées dans le rapport de contrôle du système d'extinction automatique d'incendie conformément à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010.	4
Aucun piézomètre supplémentaire n'a été créé conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.	NCN 5 : Il est demandé à l'exploitant d'implanter un piézomètre en aval hydraulique de la zone polluée au toluène conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.	5
Les prélèvements pour analyses des eaux souterraines n'ont pas été réalisés conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.	NCN 6 : Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser les prélèvements pour analyses des eaux souterraines conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.	5
L'étendue de la pollution n'a pas été appréciée dans les gaz des sols conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.	NCN 7 : Il est demandé à l'exploitant de compléter le diagnostic des sols avec l'appréciation de l'étendue de la pollution dans les gaz des sols conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.	5
Le plan de gestion n'a pas été proposé conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.	NCN 8 : Il est demandé à l'exploitant de proposer un plan de gestion conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.	5

3.2 Non-conformités

	Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
Non conformités	Certaines structures du bâtiment rotatives (zones difficiles d'accès notamment) sont empoussiérées.	NC 1 : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un dépoussiérage périodique des installations et des structures du bâtiment rotatives, conformément à l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation du 16 juillet 2010.	2
	Le mauvais état des portes de la rotative S9 pour l'accès aux cylindres d'impression et l'ouverture d'une façade entière de la rotative S10 engendre des émissions diffuses importantes. Les rétentions des zones de tirage du toluène sont source d'émissions diffuses malgré les hottes d'aspiration installées. Les mesures organisationnelles et comportementales ne sont pas suffisantes pour limiter les émissions diffuses. Le travail sur le comportement du personnel est à poursuivre.	NC 2 : il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions diffuses de solvant, conformément à l'article 3.1.1 de l'AP du 16/07/2010.	2
	L'examen du rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé par DEKRA le 27/10/2015, montre que pour la cuve chrome 1, la VLE du chrome total est dépassé : 7617 µg/m3 pour 1000 µg/m3 autorisé. Le rapport DEKRA indique que les résultats sont conformes dans la partie « synthèse des résultats », ce qui n'est pas cohérent avec les résultats.	NC 3 : L'exploitant doit s'assurer auprès de DEKRA que la valeur mesurée du chrome total pour la cuve chrome 1 est bien de 7617 µg/m3 et qu'il n'y a pas d'erreur d'unité. dans le cas où le résultat de la mesure serait confirmé, l'exploitant mettra en place les actions correctives pour respecter la VLE fixée à 1000 µg/m3. L'exploitant devra s'assurer que la prochaine analyse des rejets atmosphériques soit faite sur les deux cuves chrome 1 et 2.	3
	Les déficiences relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques et dans le rapport de contrôle par thermographie infrarouge, n'ont pas été levées conformément à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010. Un échéancier de mise en conformité en priorisant les installations électriques qui peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion, doit être transmis à l'inspection.	NC 4 : L'exploitant doit mettre en place les actions correctives afin de lever les déficiences relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques et dans le rapport de contrôle par thermographie infrarouge, conformément à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010. Il doit transmettre à l'inspection un échéancier de mise en conformité en priorisant les installations électriques qui peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion.	4
	Le stockage de 4 fûts de 200 litres d'huiles neuves et de 2 fûts de 200 litres d'huiles usagées, doit être associé à une rétention adaptée.	NC 5 : L'exploitant devra associer le stockage, de 4 fûts de 200 litres d'huiles neuves et de 2 fûts de 200 litres d'huiles usagées, à une rétention adaptée conformément à l'article 7.5.3 de l'AP du 16/07/2010.	4

3.3 Remarques

	Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
Remarques	Les propositions de positionnement sur les rubriques 4000 doivent être transmises à l'inspection avant le 30/06/2016 pour acter le bénéfice d'antériorité.	R 1 : L'exploitant doit transmettre ses propositions de positionnement sur les rubriques 4000 avant le 30/06/2016 à l'inspection pour acter le bénéfice d'antériorité.	1
	R2 : L'exploitant n'a pas eu de retour de son fournisseur ni de son syndicat quant à la demande d'autorisation de l'utilisation de l'acide chromique.	R 2 : L'exploitant doit tenir informé l'inspection des démarches engagées pour la demande d'autorisation de l'utilisation de l'acide chromique.	1

Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2014, 40 % du montant initial des garanties financières à la caisse des dépôts et consignations, soit 175 646 € devront être constitués au 01/07/2016.	R 3 : Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2014, l'exploitant devra constituer au 01/07/2016 40 % du montant initial des garanties financières à la caisse des dépôts et consignations, soit 175 646 €. Il devra transmettre au préfet le document attestant la constitution des garanties financières conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral précité.	1
<ul style="list-style-type: none"> - Le toluène neuf I1+ le toluène recyclé I2 correspond à la quantité de solvants utilisés et non à la consommation de solvants. - Les émissions O4 sont les émissions non captées et non les émissions diffuses. Les émissions diffuses sont la somme des émissions non captées O4 et des émissions résiduelles O3. 	<p>R 4 : L'exploitant devra prendre en compte les éléments suivants pour l'élaboration du PGS de 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le toluène neuf I1+ le toluène recyclé I2 correspond à la quantité de solvants utilisés et non à la consommation de solvants. - Les émissions O4 sont les émissions non captées et non les émissions diffuses. Les émissions diffuses sont la somme des émissions non captées O4 et des émissions résiduelles O3. 	2
L'éliminateur final devrait figurer dans le registre de suivi des déchets au même titre que le transporteur et le centre de regroupement.	R 5 : Il est demandé à l'exploitant de faire figurer l'éliminateur final dans le registre de suivi des déchets au même titre que le transporteur et le centre de regroupement. L'exploitant doit de plus s'assurer que les sociétés auxquelles il fait appel pour la gestion de ses déchets disposent des autorisations requises.	2
Une copie du rapport de EUROFINS devra être transmis à l'inspection par l'exploitant accompagné de son analyse par rapport aux mesures réalisées en doublon.	R 6 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une copie du rapport de EUROFINS dès qu'il sera en sa possession et de faire part de son analyse par rapport aux mesures réalisées en doublon.	2
L'explosimètre HS devra être remplacé.	R 7 : Il conviendrait de procéder au remplacement de l'explosimètre ou de modifier l'arrêté d'autorisation de l'exploitant.	2
Le plan des réseaux d'eau devra être mis à jour à la suite de l'implantation du bassin de confinement.	R 8 : Il conviendrait de mettre à jour le plan des réseaux d'eau à la suite de l'implantation du bassin de confinement.	2
Les justificatifs de levée des anomalies relevées dans le Q19 devront être transmis à l'inspection dans les plus brefs délais.	R 9 : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des justificatifs de levée des anomalies relevées dans le Q19.	4
Une vérification des mesures de protections contre la foudre du site par un organisme compétent distinct de l'installateur, devra être effectuée au plus tard six mois après leur installation, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels.	R 10 : Il est demandé à l'exploitant de faire effectuer une vérification des mesures de protections contre la foudre du site par un organisme compétent distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels.	4
Le justificatif de remplacement du détecteur incendie hors service et du contrôle du détecteur non contrôlé ou le cas échéant le justificatif du remplacement du système de détection actuellement en place, devra être transmis à l'inspection.	R 11 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le justificatif de remplacement du détecteur incendie hors service et du contrôle du détecteur non contrôlé ou le cas échéant le justificatif du remplacement du système de détection actuellement en place.	4
Le rapport afférent au contrôle de la détection de gaz devra être transmis à l'inspection.	R 12 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport afférent au contrôle de la détection de gaz dès qu'il sera en sa possession.	4
Le POI de 2008 doit être mis à jour (état des matières stockées, contacts CODIS, DRIEE...).	R 13 : L'exploitant doit mettre à jour le POI (état des matières stockées, contacts CODIS, DRIEE...).	4

	Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
	Deux issues de secours étaient condamnées dans le local de charge d'accumulateur.	R 14 : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les 2 issues de secours sont utilisables en cas de besoin dans le local de charge d'accumulateur.	4
	La vanne de coupure manuelle d'alimentation de gaz naturel pour la chaufferie n'est pas repérée.	R 15 : Il est demandé à l'exploitant de repérer la vanne de coupure manuelle d'alimentation de gaz naturel pour la chaufferie.	4
	Les FDS des produits SPECTRUS NX 1169 et 1173 utilisées comme biocides pour les tours aéroréfrigérantes doivent être transmises à l'inspection.	R 16 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les FDS des produits SPECTRUS NX 1169 et 1173 utilisées comme biocides pour les tours aéroréfrigérantes.	4
	Les anciennes cuves enterrées potentiellement encore présentes sur site doivent être retrouvées par l'exploitant et mises en sécurité.	R 17 : Il est demandé à l'exploitant de retrouver les anciennes cuves enterrées encore présentes sur le site et de s'assurer de leur mise en sécurité.	5

4 PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte tenu des enjeux en terme de risques technologiques et risque de pollution des eaux souterraines et en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, par voie d'arrêté préfectoral, de justifier du respect des articles suivants dans les délais précisés ci-dessous à compter de la notification de l'arrêté :

- 3 mois :

- l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en procédant à l'installation des dispositifs de protection contre la foudre et à la mise en place des mesures de prévention par un organisme compétent au regard de l'étude technique foudre (NCN 3)

- 3 mois :

- l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010 en procédant à la levée des déficiences relevées dans le rapport de contrôle du système d'extinction automatique d'incendie (NCN 4)

- 3 mois :

- l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015 en procédant à la création d'un piézomètre en aval hydraulique de la zone polluée au toluène (NCN 5)

- 3 mois :

- l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015 en procédant à la réalisation de prélèvements dans les piézomètres pour analyses des eaux souterraines (NCN 6)

- 3 mois :

- l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015 en procédant à la complétude du diagnostic des sols avec l'appréciation de l'étendue de la pollution dans les gaz des sols (NCN 7)

- 6 mois :

- l'article 3.2.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/07/2010 en procédant à la mise en place des actions correctives pour respecter le flux annuel des émissions diffuses qui ne doit pas dépasser 7 % de la quantité de solvants utilisée (NCN 1)

- 6 mois :

- l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015 en procédant à la proposition du plan de gestion à l'inspection (NCN 8)

Concernant la non-conformité notable (NCN 2) relative au bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie, compte tenu du projet en cours de déménagement de l'installation, des modifications apportées aux installations ces dernières années, notamment la désaffectation de plusieurs bâtiments, des coûts des travaux et de la possibilité d'aides par l'Agence de l'Eau, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de ne pas mettre en demeure l'exploitant.

Il est proposé de demander à l'exploitant de justifier du respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/05/2010 dans un délai de 6 mois :

- redéfinir les besoins en rétention des eaux d'extinction d'incendie au regard des modifications apportées aux installations depuis les dernières années, notamment la désaffectation de plusieurs bâtiments. L'exploitant devra ensuite réaliser une étude techno-économique pour implanter un bassin de confinement ou tout équipement de rétention, en cohérence avec le volume de confinement qui aura été redéfini. Le SDIS devra être sollicité pour avis.

Il est également proposé de demander à l'exploitant de bien vouloir informer l'inspection, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite, des actions engagées suite aux remarques et non-conformités formulées dans les fiches de visite d'inspection en annexe au présent rapport.

Concernant la remarque R 9 : Il est également proposé de demander à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs de levée des anomalies relevées dans le Q19 dans un délai d'un mois.

Enfin, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'inspection informe Monsieur le Préfet qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant.

Rédacteur
L'inspecteur de
l'environnement



Pascal RIOLAND

Rédacteur
L'adjointe au chef de
l'unité territoriale



Sophie PIERRET

Vérificateur
La chargée de mission
« émissions industrielles »



Claire ROSEVÈGUE

Approbateur
Pour le directeur et par
délégation, le chef du pôle
risques chroniques et qualité
de l'environnement



Pierre JÉRÉMIE

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Fiche d'inspection N°1

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : Introduction/Situation administrative

Arrêté préfectoral d'autorisation n°2010.PREF.DRCL/284 délivré le 16 juillet 2010

Arrêté préfectoral complémentaire n°2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/225 du 24 mai 2013

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/462 du 15 juillet 2014

Arrêté préfectoral complémentaire n°2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL269 du 16 avril 2015

Nombre d'employés : 92 + 7 ETP d'intérimaires

Fonctionnement Lundi au vendredi 3/8

Samedi 6-18h

Dimanche 18/6h.

- Situation administrative
- Accidents/Incidents depuis l'inspection du 06/08/2015 : néant selon l'exploitant
- Positionnement rubriques 4000
- Utilisation de l'acide chromique et restriction REACH
- Garantie financières :
Montant à constituer au 01/07/2016 : 175 646 € si caisse des dépôts
- Avancé des projets :
 - Déménagement de l'activité du centre-ville de Corbeil
 - Installation d'une nouvelle rotative pour se prémunir du lien actuel avec le site d'impression de Mary s/Marne
 - Remplacement des groupes froids fonctionnant au R22

Éléments communiqués par l'exploitant et analyse de l'inspection :

Positionnement rubrique 4000

Par courriel du 15/02/2016, l'inspection a transmis les trois guides disponibles pour l'aide au positionnement sur les rubriques 4000.

L'exploitant a transmis par courriel du 19/02/2016 le tableau de classement.

L'inspection a fait part de ses remarques à l'exploitant sur le tableau de classement présenté lors de la visite :

- L'onglet « déchets » du tableau de classement doit être complété à l'aide du guide « déchets » transmis par l'inspection le 15/02/2016.
- Le volume des bains à retenir est le volume global
- Certaines FDS auxquelles l'exploitant fait référence ne sont pas à jour et sont antérieures à 2010.
- L'exploitant fait référence au nom commercial des produits alors que c'est le nom des substances qui doit être retenu.
- Les numéros CAS des produits doivent être ajoutés dans le tableau de classement.

R1 : Il a été convenu avec l'exploitant qu'il transmette ses propositions de positionnement sur les rubriques 4000 avant le 30/06/2016 pour acter le bénéfice d'antériorité.

Utilisation de l'acide chromique

L'acide chromique, utilisé dans le process d'héliogravure de l'établissement, est inscrit à l'annexe XIV du règlement CE n°1907/2006 du 18-12-2006 dit règlement REACH. Cette annexe présente la liste des substances soumises à autorisation.

L'exploitant avait jusqu'au 21-03-2016 pour déposer une demande d'autorisation pour continuer à utiliser

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

cette substance après la date du 21-09-2017. En l'absence d'autorisation, son utilisation sera interdite.

Pour rappel, une autorisation est nominative et temporaire.

L'exploitant s'était rapproché de son syndicat d'activité et de son fournisseur d'acide chromique pour connaître les démarches à suivre à ce sujet :

- Son syndicat n'a pour l'instant pas envisagé de substitution de la substance pour la profession ; il a informé l'exploitant que certains héliogreveurs avaient d'ores et déjà déposé des dossiers de demande d'autorisation à l'ECHA.

- Son fournisseur avait indiqué à l'exploitant qu'il allait déposer un dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait eu aucun retour ni de son fournisseur (DAETWYLER-LHELLE), ni de son syndicat. (R2)

Garanties financières :

L'exploitant avait transmis à l'inspection la déclaration de consignation à la caisse des dépôts et consignations du 17/09/2014 de 20 % du montant des garanties financières, soit 87 823 € conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2014.

R3 : Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral précité, l'exploitant devra constituer au 01/07/2016, 40 % du montant initial des garanties financières à la caisse des dépôts et consignations, soit 175 646 €. Il devra transmettre au préfet le document attestant la constitution des garanties financières conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral précité.

Avancé des Projets

L'exploitant a indiqué que les projets n'avaient pas avancé depuis la visite du 06/08/2015. Pour mémoire ils sont les suivants :

- Déménagement de l'activité du centre-ville de Corbeil

Le projet est toujours à l'étude.

- Installation d'une nouvelle rotative pour se prémunir du lien actuel avec le site d'impression de Mary s/Marne

Le projet est lié au déménagement du site de Corbeil et au redressement judiciaire du site de Mary s/Marne

- Remplacement des groupes froids fonctionnant au R22

Le remplacement des groupes froids fonctionnant au R22 n'a toujours pas été effectué. L'inspection a rappelé à l'exploitant que toute recharge en fluide était désormais interdite par la réglementation depuis le 01/01/2015.

L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de fuites sur les installations depuis le 01/01/2015.

Le marché de l'imprimerie enregistre une baisse volumétrique chronique d'environ 3% par an.

Néanmoins sur le site de Corbeil, le tonnage annuel en imprimés, (environ 45 000 t/an), et la consommation de toluène neuf (783 tonnes) sont restés stables par rapport à ceux de l'année 2014.

Ecarts relevés pour le thème « Introduction/Situation administrative » :

➤ Non-conformités notables

Pas de non-conformités notables constatées

➤ Non-conformités

Pas de non-conformités constatées.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

➤ Remarques

R1 : Les propositions de positionnement sur les rubriques 4000 doivent être transmises à l'inspection avant le 30/06/2016 pour acter le bénéfice d'antériorité.

R2 : L'exploitant n'a pas eu de retour de son fournisseur ni de son syndicat quant à la demande d'autorisation de l'utilisation de l'acide chromique.

R3 : Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2014, 40 % du montant initial des garanties financières à la caisse des dépôts et consignations, soit 175 646 € devront être constitués au 01/07/2016.

Analyse et propositions de suites à donner :

➤ Demandes liées aux non-conformités notables

SO

➤ Demandes liées aux non-conformités

SO

➤ Demandes liées aux remarques

➤

R1 : L'exploitant doit transmettre ses propositions de positionnement sur les rubriques 4000 avant le 30/06/2016 à l'inspection pour acter le bénéfice d'antériorité.

R2 : L'exploitant doit tenir informé l'inspection des démarches engagées pour la demande d'autorisation de l'utilisation de l'acide chromique.

R3 : Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2014, l'exploitant devra constituer au 01/07/2016 40 % du montant initial des garanties financières à la caisse des dépôts et consignations, soit 175646 €. Il devra transmettre au préfet le document attestant la constitution des garanties financières conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral précité.

TERMINOLOGIE DES CONSTATS :

Remarque : disposition insuffisamment documentée, mauvaise pratique, qui n'est pas un écart à un texte opposable. Dans le cas d'un enjeu majeur, une remarque peut justifier la prise d'un AP complémentaire.

Non conformité : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement.

Non conformité notable : écart réglementaire pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Fiche d'inspection N°2

Suites données à la visite d'inspection du 06/08/2015 et à la lettre préfectorale du 14/09/2015

Demande de l'inspection suite aux écarts relevés lors de la visite du 06/08/2015	Réponse de l'exploitant et analyse de l'inspection
Non-conformités notables	
<p>Le PGS 2014 indique un pourcentage d'émissions diffuses, par rapport à la consommation totale, de 12,6 % au lieu des 7% prescrits.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 7 % de la quantité de solvants utilisée, conformément à l'article 3.2.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/07/2010.</p> <p>Écart récurrent objet de la lettre préfectorale du 14/09/2015</p>	<p>Le PGS 2015 indique un pourcentage d'émissions diffuses, par rapport à la consommation totale, de 10,6 % au lieu des 7% prescrits.</p> <p>Les émissions totales de COV pour l'année 2015 sont estimées à 359,9 tonnes. Les émissions diffuses sont estimées à 349,8 tonnes pour une quantité de solvants utilisée de 3297,389 tonnes.</p> <p>L'inspection a fait part de ses remarques suite à l'examen du PGS 2015 :</p> <p>Quelques données sont erronées mais ne remettent pas en cause le calcul des émissions de COV :</p> <p>R4 : Le toluène neuf I1+ le toluène recyclé I2 correspond à la quantité de solvants utilisés et non à la consommation de solvants.</p> <p>- Les émissions O4 sont les émissions non captées et non les émissions diffuses. Les émissions diffuses sont la somme des émissions non captées O4 et des émissions résiduelles O3.</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage des BSDD afférents aux déchets solvants, les données sont cohérentes avec le registre de suivi de l'exploitant qui permet de déterminer les résidus d'encres et de toluène dans les déchets : O6. L'exploitant a indiqué que la part de solvant figurant dans les boues est estimée en interne à 50 %.</p> <p>BSDD n° S041-E0374651 du 06/10/2015 pour 1,62 tonne d'encres et de toluène chargés (Transporteur CHIMIREC/ Regroupement GEOCYCE)</p> <p>BSDD n° S041-E0374652 du 06/10/2015 pour 0,495 tonne de toluène pollué (Transporteur CHIMIREC/ Regroupement ARF)</p> <p>BSDD n° 4051/2016/40312 du 21/01/2016 pour 0,048 tonne de solvant de nettoyage (Transporteur SAFETYKLEEN/Regroupement ORM BERGOLD CHEMIE)</p> <p>R5 : L'éliminateur final devrait figurer dans le registre de suivi des déchets au même titre que le transporteur et le centre de regroupement. L'exploitant doit de plus s'assurer que les sociétés auxquelles il fait appel pour la gestion de ses déchets disposent des autorisations requises.</p> <p>L'exploitant a confirmé que les émissions canalisées O1 sont bien calculées en équivalent toluène (coefficient de réponse de 0,91). La baie d'analyses fait directement la conversion selon l'exploitant.</p> <p>Il a également confirmé que les émissions liées à la machine à laver des cylindres avaient bien été prises en compte dans le PGS.</p> <p>L'inspection a vérifié la cohérence entre les émissions O8 de 420 tonnes de toluène excédentaire déclarées dans le PGS 2015 et le tableau de suivi du toluène revendu au fournisseur.</p>

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Demande de l'inspection suite aux écarts relevés lors de la visite du 06/08/2015	Réponse de l'exploitant et analyse de l'inspection
	<p>La NCN est maintenue :</p> <p>NCN 1 : Le PGS 2015 indique un pourcentage d'émissions diffuses, par rapport à la consommation totale, de 10,6 % au lieu des 7% prescrits.</p>
<p>L'exploitant n'a pas entrepris les travaux de construction d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser un bassin de confinement d'une capacité minimum de 525 m³ susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement), conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24-05-2013.</p> <p>Écart récurrent objet de la lettre préfectorale du 14/09/2015</p>	<p>NCN 2 : L'exploitant n'a pas entrepris les travaux de construction d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>A noter que le réseau d'eaux pluviales du site est maintenu fermé en permanence, ce qui permet d'avoir sur site un volume de rétention disponible de 300 m³.</p> <p>La NCN est maintenue</p>
Non-conformités	
<p>Procéder à un dépoussiérage périodique des installations et des structures du bâtiment rotatives, conformément à l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010.</p> <p>Écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/06/2014 et maintenu lors de la visite du 06/08/2015</p>	<p>Un grand dépoussiérage par aspiration a été mis en place par l'exploitant tous les 3 mois pour les structures situées à proximité des rotatives.</p> <p>NC1 : Certaines structures plus éloignées des rotatives (zones difficiles d'accès notamment) restent cependant empoussiérées. Les efforts de l'exploitant sur ce point sont à poursuivre.</p> <p>La non-conformité est maintenue.</p>

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Demande de l'inspection suite aux écarts relevés lors de la visite du 06/08/2015	Réponse de l'exploitant et analyse de l'inspection
<p>Le mauvais état des portes de la rotative S9 pour l'accès aux cylindres d'impression engendre des émissions diffuses importantes.</p> <p>La zone de tirage du toluène et les seaux de solvant non capotés utilisés pour le nettoyage hebdomadaire des cylindres d'impression est une source importante d'émissions diffuses.</p> <p>La fontaine de dégraissage est source d'émissions diffuses non maîtrisées.</p> <p>Le mauvais état de la gaine d'extraction des vapeurs, située au niveau de la cuve de lavage des cylindres, est une source potentielle d'émissions diffuses de toluène.</p> <p>Les mesures organisationnelles et comportementales ne sont pas suffisantes pour limiter les émissions diffuses.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions diffuses de solvant, conformément à l'article 3.1.1 de l'AP du 16/07/2010.</p> <p>Écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/06/2014 et maintenu lors de la visite du 06/08/2015</p>	<p>L'inspection a noté que des portes de la rotative S9 étaient en mauvais état (traces de chocs déformant le bas de certaines portes, vitres cassées ou abîmées). L'exploitant a indiqué que ce côté de la rotative était l'objet de chocs réguliers lors du changement des cylindres d'impression.</p> <p>Concernant la rotative S10, ouverte sur l'un de ses côtés, l'exploitant a informé l'inspection, qu'un projet d'installation d'un rideau en matière plastique en rez-de-chaussée de la rotative est en cours. Il a également indiqué qu'il envisageait de prolonger les gaines d'aspiration jusqu'au niveau des enciers afin d'optimiser la captation des émissions de COV.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence d'une hotte d'aspiration au-dessus de chacune des 2 zones de soutirage du toluène du bâtiment rotative lors de la visite. Ces zones restent cependant ouvertes et les rétentions de ces zones présentent des égouttures de toluène.</p> <p>La fontaine de dégraissage est toujours source d'émissions diffuses non maîtrisées mais les émissions sont très faibles (240 kg) au regard des émissions totales (360 tonnes). Les émissions ont été prises en compte dans le PGS 2015.</p> <p>L'inspection a pu constater que la gaine d'extraction des vapeurs, située au niveau de la cuve de lavage des cylindres, avait été réparée depuis la dernière visite.</p> <p>L'exploitant a déclaré faire des rappels réguliers sur le comportement à tenir pour limiter les émissions diffuses de toluène (capotage des seaux de toluène, fermeture des portes des rotatives etc).</p> <p>Néanmoins l'inspection a pu constater qu'un seau et un bidon de toluène sans couvercle étaient présents au niveau d'une des 2 zones de soutirage.</p> <p>De plus, deux portes au niveau de la rotative S9 avaient été laissées ouvertes par les employés, favorisant les émissions diffuses.</p> <p>Le travail sur le comportement du personnel est à poursuivre.</p> <p>NC2 : Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions diffuses de solvant, conformément à l'article 3.1.1 de l'AP du 16/07/2010.</p> <p>La non-conformité est maintenue.</p>

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE HELIO CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016

Demande de l'inspection suite aux écarts relevés lors de la visite du 06/08/2015	Réponse de l'exploitant et analyse de l'inspection
Les émissions de la fontaine de dégraissage de l'atelier de maintenance sont à prendre en compte dans le PGS, conformément à l'article 9.2.1.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010.	Les émissions ont bien été prises en compte dans le PGS de 2015 : Émissions non captées O4 : 0,024 tonnes et résidus de solvant O6 : 0,576 tonnes. La non-conformité est levée.
En 2015, plusieurs dépassements sur la qualité des rejets eaux ont été déclarés pour la journée du 8 avril 2015. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que la conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet. Ces installations sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts, conformément à l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010.	L'examen de l'application GIDAF montre qu'il y a eu 2 dépassements pour la DCO le 25/11/2015 (164 mg>150 mg) et le 17/12/2015 (233 mg>150 mg). L'exploitant a indiqué qu'il ne connaissait pas l'origine de ces dépassements. Pour le mois de janvier 2016 seuls les résultats d'analyses du 21/01/2016 sont enregistrés alors que la fréquence de mesures imposée est hebdomadaire. Le dernier prélèvement trimestriel par un organisme agréé a été réalisé en mars 2016 par EUROFINS. L'exploitant n'a pas encore le rapport afférent en sa possession. Il a indiqué qu'un doublon avait été réalisé par l'exploitant pour s'assurer que ses mesures hebdomadaires sont bien représentatives. R 6 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une copie du rapport de EUROFINS dès qu'il sera en sa possession et de faire part de son analyse par rapport aux mesures réalisées en doublon.
Remarques	
Il est demandé à l'exploitant d'intégrer le contrôle du bon fonctionnement des pompes doseuses du floculant dans le suivi périodique des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement. La périodicité du contrôle devra être établie en fonction des recommandations du fournisseur.	L'exploitant a indiqué que le contrôle du bon fonctionnement des pompes doseuses est réalisé au niveau de la station. La remarque est prise en compte.
Explosimètre implanté dans les canalisations d'eaux pluviales hors service. Écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/06/2014 et maintenu lors de la visite du 06/08/2015	Pour rappel, la mise en place d'une procédure manuelle de contrôle de la qualité des eaux pluviales avant rejet dans le réseau, tant que l'explosimètre est HS, n'implique pas directement une baisse notable du niveau de sécurité et n'a pas d'impact sur l'environnement. L'exploitant a indiqué que rien n'avait été fait depuis la visite de 2015. R7 : Il conviendrait de procéder au remplacement de l'explosimètre ou de modifier l'arrêté d'autorisation de l'exploitant. La remarque est maintenue.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE HELIO CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016

Demande de l'inspection suite aux écarts relevés lors de la visite du 06/08/2015	Réponse de l'exploitant et analyse de l'inspection
Le plan des réseaux d'eau, datant de 2002, mériterait d'être mis à jour à la suite de l'implantation du bassin de confinement. Écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/06/2014 et maintenu lors de la visite du 06/08/2015	R8 : Le bassin de confinement n'a pas été implanté, le plan de réseau n'a pas été mis à jour. La remarque est maintenue
Il conviendrait d'affiner les quantités de solvant présentes dans les déchets (O6).	Voir constat précédent. La remarque est prise en compte.
Il est demandé à l'exploitant de réaliser, une fois par an, une fiabilisation de son autosurveillance en réalisant en doublon les analyses sous traitées à un organisme extérieur, à partir d'un même prélèvement.	Voir constat précédent. La remarque est prise en compte.

Récapitulatif des écarts relevés pour le thème «Suites de la visite d'inspection du 06/08/2015 et à la lettre préfectorale du 14/09/2015» :

➤ **Non-conformités notables**

NCN 1 : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 7 % de la quantité de solvants utilisée, conformément à l'article 3.2.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/07/2010.

NCN 2 : Le bassin de confinement d'une capacité minimum de 525 m3 susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement), n'a pas été réalisé conformément à l'article 2 de l'APC du 24-05-2010.

➤ **Non-conformités**

NC 1 : Certaines structures du bâtiment rotatives (zones difficiles d'accès notamment) sont empoussiérées.

NC 2 : Le mauvais état des portes de la rotative S9 pour l'accès aux cylindres d'impression et l'ouverture d'une façade entière de la rotative S10 engendre des émissions diffuses importantes.

Les rétentions des zones de tirage du toluène sont source d'émissions diffuses malgré les hottes d'aspiration installées.

Les mesures organisationnelles et comportementales ne sont pas suffisantes pour limiter les émissions diffuses.

Le travail sur le comportement du personnel est à poursuivre.

➤ **Remarques**

R4 :- Le toluène neuf I1+ le toluène recyclé I2 correspond à la quantité de solvants utilisés et non à la consommation de solvants.

- Les émissions O4 sont les émissions non captées et non les émissions diffuses. Les émissions diffuses sont la somme des émissions non captées O4 et des émissions résiduelles O3.

R5 : L'éliminateur final devrait figurer dans le registre de suivi des déchets au même titre que le transporteur et le centre de regroupement. L'exploitant doit de plus s'assurer que les sociétés auxquelles il fait appel pour la gestion de ses déchets disposent des autorisations requises.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

R6 : Une copie du rapport de EUROFINS devra être transmis à l'inspection par l'exploitant accompagné de son analyse par rapport aux mesures réalisées en doublon.

R7 : L'explosimètre HS devra être remplacé.

R8 : Le plan des réseaux d'eau devra être mis à jour à la suite de l'implantation du bassin de confinement.

Analyse et propositions de suites à donner :

> Demandes liées aux non-conformités notables

NCN 1 : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les actions correctives pour respecter le flux annuel des émissions diffuses qui ne doit pas dépasser 7 % de la quantité de solvants utilisée, conformément à l'article 3.2.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/07/2010.

NCN 2 : Il est demandé à l'exploitant de redéfinir les besoins en rétention des eaux d'extinction au regard des modifications apportées aux installations depuis les dernières années, notamment la désaffectation de plusieurs bâtiments. L'exploitant devra ensuite réaliser une étude techno-économique pour implanter un bassin de confinement ou tout autre équipement de rétention, en cohérence avec le volume de confinement qui aura été redéfini. Le SDIS devra être sollicité pour avis.

> Demandes liées aux non-conformités

NC 1 : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un dépoussiérage périodique des installations et des structures du bâtiment rotatives, conformément à l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation du 16 juillet 2010.

NC 2 : il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions diffuses de solvant, conformément à l'article 3.1.1 de l'AP du 16/07/2010.

> Demandes liées aux remarques

R4 : L'exploitant devra prendre en compte les éléments suivants pour l'élaboration du PGS de 2016 :

- Le toluène neuf I1+ le toluène recyclé I2 correspond à la quantité de solvants utilisés et non à la consommation de solvants.
- Les émissions O4 sont les émissions non captées et non les émissions diffuses. Les émissions diffuses sont la somme des émissions non captées O4 et des émissions résiduelles O3.

R5 : Il est demandé à l'exploitant de faire figurer l'éliminateur final dans le registre de suivi des déchets au même titre que le transporteur et le centre de regroupement. L'exploitant doit de plus s'assurer que les sociétés auxquelles il fait appel pour la gestion de ses déchets disposent des autorisations requises.

R6 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une copie du rapport de EUROFINS dès qu'il sera en sa possession et de faire part de son analyse par rapport aux mesures réalisées en doublon.

R7 : Il conviendrait de procéder au remplacement de l'explosimètre ou de modifier l'arrêté d'autorisation de l'exploitant.

R8 : Il conviendrait de mettre à jour le plan des réseaux d'eau à la suite de l'implantation du bassin de confinement.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Fiche d'inspection N°3

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : « AIR »

Article 3.1.1 - Dispositions générales

Art 3.2.4.5 – Galvanoplastie

Art 3.2.4.5 - Émissions diffuses de COV / Art 9.2.1.1.2 - Auto surveillance des émissions diffuses par bilan

Article 9.2.1.1 - Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées

Éléments communiqués par l'exploitant et Contrôles réalisés par l'inspection :

Article 3.1.1 - Dispositions générales : limitation des émissions diffuses

Point traité dans la fiche n°2.

Art 3.2.4.5 – Galvanoplastie

L'examen du rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé par DEKRA le 27/10/2015, montre que pour la cuve chrome 1, la VLE du chrome total est dépassé : 7617 µg/m3 pour 1000 µg/m3 autorisé. Le rapport DEKRA indique que les résultats sont conformes dans la partie « synthèse des résultats », ce qui n'est pas cohérent avec les résultats. (NC3).

A noter que les rejets de la cuve chrome 2 n'ont pas été réalisés, l'installation étant en panne le jour du contrôle.

Le jour de la visite l'installation était en service. L'exploitant a indiqué néanmoins que le contrôle des rejets n'a pas été réalisé depuis la remise en service.

Art 3.2.4.5 - Émissions diffuses de COV / Art 9.2.1.1.2 - Auto surveillance des émissions diffuses par bilan

Point traité dans la fiche n°2.

Article 9.2.1.1 - Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées

Le contrôle réalisé par DEKRA le 27/10/2015, ne présentait pas de non-conformité.

Écarts relevés pour le thème «AIR» :

➤ Non-conformités notables

Voir NCN 1 fiche n°2

➤ Non-conformités

NC3 : L'examen du rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé par DEKRA le 27/10/2015, montre que pour la cuve chrome 1, la VLE du chrome total est dépassé : 7617 µg/m3 pour 1000 µg/m3 autorisé. Le rapport DEKRA indique que les résultats sont conformes dans la partie « synthèse des résultats », ce qui n'est pas cohérent avec les résultats.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

<p>➤ <u>Remarques</u></p> <p>Pas de remarques formulées</p>
<p>Analyse et propositions de suites à donner :</p> <p>➤ <u>Demandes liées aux non-conformités notables</u></p> <p>Voir NCN 1 fiche n°2</p> <p>➤ <u>Demandes liées aux non-conformités</u></p> <p>NC3 : L'exploitant doit s'assurer auprès de DEKRA que la valeur mesurée du chrome total pour la cuve chrome 1 est bien de 7617 µg/m3 et qu'il n'y a pas d'erreur d'unité. Au cas où le résultat de la mesure était confirmé, l'exploitant mettra en place les actions correctives pour respecter la VLE fixée à 1000 µg/m3.</p> <p>➤ <u>Demandes liées aux remarques</u></p> <p>SO</p>

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Fiche d'inspection N°4

Thème des prescriptions ou points vérifiés : « PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS ET PREVENTION DES RISQUES »

AP du 16-07-2010

Article 9.2.2 – Autosurveillance des rejets aqueux

Article 7.2.4 : Installations électriques

Article 7.2.5 : protection contre la foudre

Article 7.5.3 : rétentions

Article 7.6.1/ 7.6.2/7.6.3 : moyens d'intervention en cas d'accident et article 7.4.3 : surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine ds risques

Article 7.6.5.1 : plan d'opération interne

Lettre préfectorale du 14/09/2015

Bassin de confinement

Capacité minimum de 525 m3

Fin de réalisation de l'ouvrage : avant le 14 février 2016

Éléments communiqués par l'exploitant et Contrôles réalisés par l'inspection :

Autosurveillance des rejets aqueux

Point traité dans la fiche n°2.

Bassin de confinement

Point traité dans la fiche n°2.

Article 7.2.4 : Installations électriques

L'examen du rapport de contrôle des installations électriques réalisé par DEKRA du 18/11/2015 au 08/12/2015 fait apparaître 70 défauts dont la plupart est récurrente.

Plusieurs installations n'ont pas pu être vérifiées pour divers motifs (non localisée, hors service, non démontable, non autorisé par le client...)

L'examen des Q18 délivrés par DEKRA en date du 11/12/2015 et transmis par l'exploitant par courriel le 07/04/2016 fait apparaître que l'installation électrique peut présenter des risques d'incendie et d'explosion pour les bâtiments suivants :

- bâtiment M : maintenance
- bâtiment B : bobines
- bâtiments annexes
- bâtiment G : préparation des cylindres
- postes HT (NC 4).

L'exploitant a présenté un tableau de suivi des défauts. Les défauts ne sont pas prioritaires en fonction du risque associé.

L'exploitant a indiqué qu'un chiffrage était en cours pour remédier aux défauts pouvant être levés en

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

interne. Un devis va être demandé à la société REMOIVILLE pour lever les autres défauts.

L'examen du rapport de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge réalisé par DEKRA du 07/12/2015 au 08/12/2015 dénommé Q19, fait apparaître 1 anomalie de priorité 1 et 3 anomalies de priorité 2. A noter que ces anomalies ne sont pas reprises dans la page de garde du rapport. (NC 4).

L'exploitant a présenté le bon de commande à la société REMOIVILLE daté du 29/03/2016 pour lever l'anomalie de priorité 1 concernant le transformateur HT n° 10. Il a indiqué que l'anomalie n° sera levée en interne avant la fin du mois d'avril et que les deux dernières anomalies avaient été levées sans toutefois être en mesure de fournir de justificatif à l'inspection. (R9).

Article 7.2.5 : protection contre la foudre

L'analyse du risque foudre (ARF) du site, a été réalisée par DEKRA de mai à octobre 2010.

L'exploitant a présenté lors de la visite le rapport d'étude technique foudre (ERF) rédigé par DEKRA suite à son intervention de juillet à octobre 2014.

L'étude conclut que les travaux de mise en conformité sont nécessaires notamment avec l'installation de 7 paratonnerres à dispositif d'amorçage supplémentaires en plus des 3 paratonnerres existants.

L'exploitant a indiqué qu'aucun travaux de mise en conformité n'avaient été engagés depuis l'étude précitée conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. (NCN 3).

A noter que l'installation des dispositifs de protection devra faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur, au plus tard dans les 6 mois après leur installation conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité. (R10).

Article 7.5.3 : rétentions

L'inspection a pu constater la présence d'un stockage dans le local à huile, de 4 fûts de 200 litres d'huiles neuves et de 2 fûts de 200 litres d'huiles usagées qui n'était pas associé à une rétention. (NC 5).

Article 7.6.1/ 7.6.2/7.6.3 : moyens d'intervention en cas d'accident et article 7.4.3 : surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine des risques

Système d'extinction automatique d'incendie :

L'examen du dernier compte rendu de vérification semestrielle du sprinklage du 08/10/2015 réalisé par la société AXIMA fait apparaître une non-conformité au référentiel APSAD R1 et 2 observations. 6 non-conformités datant de 2012 n'ont pas été levées d'après le rapport de société AXIMA.

La non-conformité relevée le 08/10/2015 concerne la séquence de démarrage de la source B qui n'est pas conforme (cycles ininterrompus). (NCN 4).

L'exploitant a indiqué que les défauts relevés dans le rapport précité n'ont pas été levés conformément à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010.

Il a indiqué que la société AXIMA devait fournir prochainement un devis pour réaliser les travaux de mise en conformité. Un point doit également être fait avec cette société en ce qui concerne les non-conformités datant de 2012.

Extincteurs :

L'examen du registre de sécurité montre que les extincteurs ont été contrôlés le 24/11/2015 par DESAUTEL

L'examen du rapport fait apparaître que 63 extincteurs ont plus de 10 ans. L'exploitant a présenté un bon de commande daté du 01/01/2016 à DESAUTEL pour le remplacement des extincteurs lors du prochain contrôle annuel.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Détection incendie : dans l'ensemble du bâtiment + rotatives bat S détection UV couplée à une extinction automatique CO2 :

L'examen du registre de sécurité montre que la détection incendie a été contrôlée le 03/12/2015 et l'extinction automatique le 21/12/2015

L'examen du rapport fait apparaître qu'un détecteur ionique n'a pas été contrôlé car inaccessible et un autre détecteur est hors service.

L'exploitant a indiqué qu'un devis était en cours pour le remplacement du système actuel de détection ionique par une détection linéaire.(R11).

Détection de gaz : explosimètres calibrés sur la LIE du toluène (1,2%) :

L'examen du registre de sécurité montre que la détection des gaz a été vérifiée le 23/12/2015

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas encore reçu le rapport afférent au contrôle de la détection de gaz. (R12).

Article 7.6.5.1 : plan d'opération interne (POI) :

L'examen du POI montre qu'il date de 2008 et qu'une mise à jour est nécessaire (état des matières stockées, contacts CODIS, DRIEE...).(R13).

Autres remarques formulées lors de la visite du site :

L'inspection a pu constater que 2 issues de secours étaient condamnées dans le local de charge d'accumulateur. (R14).

La vanne de coupure manuelle d'alimentation de gaz naturel pour la chaufferie n'est pas repérée.(R15).

Les FDS des produits SPECTRUS NX 1169 et 1173 utilisées comme biocides pour les tours aéroréfrigérantes doivent être transmises à l'inspection.(R16).

Ecarts relevés pour le thème « PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS ET PREVENTION DES RISQUES» :

➤ **Non-conformités notables**

NCN 3 : L'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention n'ont pas été réalisées par un organisme compétent à l'issue de l'étude technique conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

NCN 4 : Les déficiences relevées dans le rapport de contrôle du système d'extinction automatique d'incendie n'ont pas été levées conformément à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010.

➤ **Non-conformités**

NC 4 : Les déficiences relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques et dans le rapport de contrôle par thermographie infrarouge, n'ont pas été levées conformément à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010. Un échéancier de mise en conformité en priorisant les installations électriques qui peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion, doit être transmis à l'inspection.

NC 5 : Le stockage de 4 fûts de 200 litres d'huiles neuves et de 2 fûts de 200 litres d'huiles usagées, doit être associé à une rétention adaptée.

➤ **Remarques**

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

R9 : Les justificatifs de levée des anomalies relevées dans le Q19 devront être transmis à l'inspection dans les plus brefs délais.

R10 : Une vérification des mesures de protections contre la foudre du site par un organisme compétent distinct de l'installateur, devra être effectuée au plus tard six mois après leur installation, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels.

R11 : Le justificatif de remplacement du détecteur incendie hors service et du contrôle du détecteur non contrôlé ou le cas échéant le justificatif du remplacement du système de détection actuellement en place, devra être transmis à l'inspection.

R12 : Le rapport afférent au contrôle de la détection de gaz devra être transmis à l'inspection.

R13 : Le POI de 2008 doit être mis à jour (état des matières stockées, contacts CODIS, DRIEE...).

R14 : L'inspection a pu constater que 2 issues de secours étaient condamnées dans le local de charge d'accumulateur.

R15 : La vanne de coupure manuelle d'alimentation de gaz naturel pour la chaufferie n'est pas repérée.

R16 : Les FDS des produits SPECTRUS NX 1169 et 1173 utilisées comme biocides pour les tours aéroréfrigérantes doivent être transmises à l'inspection.

Analyse et propositions de suites à donner :

> Demandes liées aux non-conformités notables

NCN 3 : L'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention doivent être réalisées par un organisme compétent conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

NCN 4 : L'exploitant doit mettre en place les actions correctives afin de lever les déficiences relevées dans le rapport de contrôle du système d'extinction automatique d'incendie conformément à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010.

> Demandes liées aux non-conformités

NC 4 : L'exploitant doit mettre en place les actions correctives afin de lever les déficiences relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques et dans le rapport de contrôle par thermographie infrarouge, conformément à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2010. Il doit transmettre à l'inspection un échéancier de mise en conformité en priorisant les installations électriques qui peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion.

NC 5 : L'exploitant devra associer le stockage, de 4 fûts de 200 litres d'huiles neuves et de 2 fûts de 200 litres d'huiles usagées, à une rétention adaptée.

> Demandes liées aux remarques

R9 : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des justificatifs de levée des anomalies relevées dans le Q19.

R10 : Il est demandé à l'exploitant de faire effectuer une vérification des mesures de protections contre la foudre du

DRIEE Ile-de-France	Établissement :	IMPRIMERIE	HELIO
	CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES		
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du :	06/04/2016	

site par un organisme compétent distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels.

R11 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le justificatif de remplacement du détecteur incendie hors service et du contrôle du détecteur non contrôlé ou le cas échéant le justificatif du remplacement du système de détection actuellement en place.

R12 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport afférent au contrôle de la détection de gaz dès qu'il sera en sa possession.

R13 : L'exploitant doit mettre à jour le POI (état des matières stockées, contacts CODIS, DRIEE...).

R14 : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les 2 issues de secours sont utilisables en cas de besoin dans le local de charge d'accumulateur.

R15 : Il est demandé à l'exploitant de repérer la vanne de coupure manuelle d'alimentation de gaz naturel pour la chaufferie.

R16 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les FDS des produits SPECTRUS NX 1169 et 1173 utilisées comme biocides pour les tours aéroréfrigérantes.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Fiche d'inspection N°5

Thème des prescriptions ou points vérifiés : « GESTION DES POLLUTIONS DU SITE »

Référence : APC du 16-04-2015

Article 2 – Analyse eaux souterraines

- Création d'1 nouveau piézomètre : échéance 16/07/2015

- Campagne d'analyse « eaux souterraines » sur les 5 piézomètres existants + le nouveau piézomètre créé
= rapport à transmettre à l'inspection

Article 3 – Analyses des sols

Diagnostic à réaliser : échéance 16/10/2015

Article 4 – Plan de gestion

Plan de gestion à proposer : échéance 16/12/2015

Éléments communiqués par l'exploitant et Contrôles réalisés par l'inspection :

L'exploitant a mandaté la société Brownfields, spécialisée en reconversion de sites industriels et accompagnée de la société ICF Environnement, pour son diagnostic de pollution.

Le rapport, intitulé « Étude historique, étude de vulnérabilité des milieux et diagnostic des sols » et daté du 19-06-2015, a été transmis à l'inspection par courriel du 06-08-2015.

Une étude historique plus poussée que les études déjà réalisées précédemment par ERM Environnement, a permis de recenser une quinzaine de cuves enterrées potentiellement encore présentes sur site.

L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer ou d'infirmer que les cuves sont encore présentes. (R17)

Un total de 43 sondages sols, entre 0,3 et 6 mètres de profondeur, a été réalisé du 04 au 08 juin 2015. Les sondages ont été implantés de façon à obtenir une vision globale de la qualité des sols au droit du site.

De manière générale, un impact important en toluène et hydrocarbures a été détecté au droit du bâtiment N. Ce bâtiment accueillait les anciennes rotatives et d'anciennes cuves dans les années 1970, qui pourraient être à l'origine de cet impact. Le bâtiment est actuellement inoccupé.

Article 2 – Analyse eaux souterraines

- Création d'1 nouveau piézomètre en aval hydraulique de la zone polluée en toluène : échéance 16/07/2015.

Aucun piézomètre supplémentaire n'a pas été implanté. (NCN 5).

Les prélèvements pour analyses des eaux souterraines n'ont pas été réalisés. (NCN 6).

Article 3 – Analyses des sols

Diagnostic à réaliser : échéance 16/10/2015.

Le diagnostic de sol a été réalisé par la société Brownfields le 19/06/2015.

Néanmoins, l'étendue de la pollution n'a pas été appréciée dans les gaz des sols. (NCN 7).

Article 4 – Plan de gestion

Plan de gestion à proposer : échéance 16/12/2015.

Le plan de gestion n'a pas été proposé par l'exploitant. (NCN 8).

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 06/04/2016	

Ecart relevé pour le thème « GESTION DES POLLUTIONS DU SITE » :

➤ **Non-conformités notables**

NCN 5 : Aucun piézomètre supplémentaire n'a été créé conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.

NCN 6 : Les prélèvements pour analyses des eaux souterraines n'ont pas été réalisés conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.

NCN 7 : L'étendue de la pollution n'a pas été appréciée dans les gaz des sols conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.

NCN 8 : Le plan de gestion des pollutions prescrit à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015 n'a pas été proposé.

➤ **Non-conformités**

Pas de non-conformité relevée.

➤ **Remarques**

R17 : les anciennes cuves enterrées potentiellement encore présentes sur site doivent être retrouvées par l'exploitant et mises en sécurité.

Analyse et propositions de suites à donner :

➤ **Demandes liées aux non-conformités notables**

NCN 5 : il est demandé à l'exploitant d'implanter un piézomètre en aval hydraulique de la zone polluée au toluène conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.

NCN 6 : Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser les prélèvements pour analyses des eaux souterraines conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.

NCN 7 : il est demandé à l'exploitant de compléter le diagnostic des sols avec l'appréciation de l'étendue de la pollution dans les gaz des sols conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.

NCN 8 : il est demandé à l'exploitant de proposer un plan de gestion conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2015.

➤ **Demandes liées aux non-conformités**

SO

➤ **Demandes liées aux remarques**

R17 : il est demandé à l'exploitant de retrouver les anciennes cuves enterrées encore présentes sur le site et de s'assurer de leur mise en sécurité.

DRIEE Ile-de-France	Établissement :	IMPRIMERIE	HELIO
	CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES		
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du :	06/04/2016	